ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Αὐγούστου **1953** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **207**

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2508.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 15ην Μαρτίου 1951 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως ἐναερίων γραμμῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 1 Ἰουλίου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 15ην Μαρτίου 1951 Συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας, ἧς τὸ κείμενον, μετὰ τοῦ κειμένου τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος καὶ τοῦ κειμένου τοῦ τροποποιήσαντος τὸ τελευταῖον τοιοῦτον, ἔπονται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 15ης Μαρτίου 1951, ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΔΗΜ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, Π. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ, Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ, Χ. ΨΑΡΡΟΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Λ. ΛΑΜΠΡΙΑΝΙΔΗΣ, Ε. ΓΟΝΗΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΔΗΜΑΡΑΤΟΣ, Σ. ΓΥΑΛΙΣΤΡΑΣ, Λ. ΕΥΤΑΞΙΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Αὐγούστου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

Accord rélatif aux Services Aériens entre Le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, désireux d'établir des services aériens réguliers entre leurs deux pays,
sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement et à titre de réciprocité les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe en vue d'établir les services aériens réguliers définis à cette Annexe. Lesdits services pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2

1. Chacun de ces services pourra être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante à laquelle les droits spécifiés à l'Annexe sont accordés aura désigné, à cet effet, une entreprise de transports aériens. L'autorité aéronautique de la Partie Contractante qui accorde ces droits délivrera sans délai l'autorisation d'exploitation à l'entreprise désignée, sous réserve du paragraphe 2 ci-après et de l'article 8.

2. Toutefois, avant d'être autorisée à exploiter les services convenus, l'entreprise désignée pourra être appelée à prouver auprès de l'autorité aéronautique habilitée à délivrer l'autorisation d'exploitation qu'elle remplit les conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par cette autorité.

Article 3

En exploitant les services convenus, les entreprises désignées tiendront compte de leurs intérêts réciproques, afin que cette exploitation se développe d'une manière économique, saine et égale.

Article 4.

Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération l'économie de l'exploitation, un bénefice normal et les caractéristiques des services convenus. Pour la fixation desdits tarifs, on tiendra compte également des principes qui, dans ce domaine régissent la navigation aérienne internationale.

Les arrangements intervenus entre les entreprises désignées au sujet des tarifs, ainsi qu'au sujet des horaires, seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties Contractantes. Si ces entreprises ne pourraient arriver à une entente, elles auront recours à leurs autorités aéronautiques. Lesdites autorités s'efforceront de trouver une solution dans un délai de trente jours. Entre-temps les tarifs et les horaires existants resteront en vigueur.

Article 5.

1. Chaque Partie Contractante convient que les droits et taxes imposés à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante pour l'utilisation des aéroports et autres installations techniques n'excéderont pas les droits et taxes perçus de ses propres entreprises de transports aériens qui exploitent des services internationaux similaires.

2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange et l'équipement normal introduits ou embarqués sur le territoire d'une Partie contractante pour l'usage exclusif des aéronefs appartenant à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante et affectés aux services convenus bénéficieront, sur ledit territoire, du traitement accordé à ses propres entreprises de transports aériens qui exploitent des services internationaux similaires, en ce qui concerne les droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

3. Si l'entreprise désignée d'une Partie Contractante est exempte, sur le territoire de celle-ci, de certains des droits indiqués aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus les droits que l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante sera tenu de payer ne pourront être plus élevés que les droits minima dûs par l'entreprise étrangère de transports aériens la plus favorisée.

4. Les aéronefs utilisés par l'entreprise désignée d'une Partie Contractante sur les services convenus, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant dans ces aéronefs seront, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exempts des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux, même si ces approvisionnements sont employés ou consommés au cours de vols au-dessus dudit territoire.

5. Les articles exemptés aux termes du paragraphe 4 ci-dessus ne pourront être débarqués sur le territoire d'une Partie Contractante sans le consentement des autorités douanières de cette Partie Contractante. Durant les escales, ils seront soumis au contrôle desdites autorités, mais sans que leur utilisation pour des raisons techniques soit entravée.

Article 6.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par une Partie Contractante seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services convenus. Chaque Partie Contractante se réserve cependant, le droit de ne pas reconnaitre valables, pour la navigation au-dessus de son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par un autre Etat.

Article 7.

1. Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou les vols de ces aéronefs au-dessus dudit territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

2. Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des équipages, passagers, envois postaux et marchandises, tels que ceux qui concernent les diverses formalités de contrôle, l'immigration, les passeports, la douane et la quarantaine, seront appliqués aux équipages, passagers, envois postaux et marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante, pendant que ceux-ci se trouveront dans les limites dudit territoire.

Article 8

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser une autorisation d'exploitation à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante ou de la révoquer lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de ladite entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'une ou de l'autre Partie Contractante ou si cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 7 ou ne remplit pas les obligations découlant du présent Accord.

Article 9

1. Chaque Partie Contractante s'engage à porter assistance, sur son territoire, aux aéronefs en détresse de l'autre Partie Contractante dans la même mesure que s'il s'agissait de ses aéronefs nationaux.

2. En cas d'accident survenu à un aéronef d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante et entraînant décès, blessures graves ou avarie sérieuse de l'aéronef, la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident surviendrait ou

vrira une enquête sur les circonstances de ce dernier. La Partie Contractante dont relève cet aéronef sera autorisée à envoyer des observateurs qui assisteront à l'enquête. La Partie Contractante qui procédera à celle-ci lui en communiquera le rapport et les conclusions.

Article 10

Tout aéronef appartenant aux entreprises désignées des Parties Contractantes et affecté aux services convenus devra être muni des documents suivants:

a) certificat d'immatriculation;

b) certificat de navigabilité ;

c) licences appropriées pour chaque membre de l'équipage;

d) carnet de route;

e) licence du poste de radiocommunication de bord;

f) liste nominal des passagers;

g) manifeste et déclarations détaillées du chargement;

h) s'il y a lieu, permis spécial pour le transport par la voie des airs de certaines catégories de marchandises.

Article 11

1. Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, demander à se consulter avec l'autre Partie Contractante en vue d'apporter au présent Accord tous amendements qui, à l'expérience, paraîtraient désirables.

2. Si l'une ou l'autre Partie Contractante estime nécessaire de modifier ou de compléter une clause quel conque de l'Annexe, les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes pourront, d'un commun accord, procéder à une telle modification ou adjonction,

Article 12.

Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et de son Annexe, qui ne pourrait être reglé directement entre les deux Parties Contractantes dans un délai de trois mois de la date de la demande, sera soumis à l'arbitrage dont les modalités seront fixés par la voie diplomatique.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par la sentence arbitrale et seront supportés à parts égales par les Parties Contractantes.

Article 13

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, l'expression «autorité aéronautique» signifiera sauf disposition contraire :

En ce qui concerne la Grèce, le Ministère de la Défense Nationale, Sous-Secrétariat de l'Air, Direction Générale du Service de l'Etat pour l'Aviation Civile;

En ce qui concerne la Yougoslavie, le Ministère des Communications de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, Inspectorat de la Navigation Aérienne (inspekcija vazdusne plovidbe).

Article 14.

Pour autant que leurs engagements internationaux les y obligent, les Parties Contractantes notifieront le présent Accord et son Annexe à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 15.

Le présent Accord se substitue à tous les arrangements antérieurs en matière de l'aviation civile, conclus entre les deux Parties Contractantes.

Article 16.

Les dispositions du présent Accord seront mises en vigueur le jour de sa signature.

Le Gouvernement Royal Hellénique communiquera au Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie la ratification de l'Accord par le Parlement Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie considérera cet Accord comme définitif à partir de la date de la communication du Gouvernement Royal Hellénique.

Chaque Partie Contractante pourra mettre fin au présent Accord moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord à Belgrade, le quinze Mars 1951.

Cet Accord a été fait en double original , en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.
JOV. BOZOVIC

Pour le Gouvernement Royal Hellénique
SP. KAPETANIDES

ANNEXE

Section I

L'entrprise hellénique désignée pourra exploiter le service aérien régulier défini ci-après:

Athènes — Belgrade, avec atterrissage facultatif d'ordre commercial à Thessaloniqui et Skoplje, dans les deux directions.

Pendant l'exploitation de ce service, elle aura la faculté:

a) d'embarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire hellénique ou de celui de tout autre pays;

b) de débarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire hellénique ou sur celui de tout autre pays.

Section II

L'entreprise yougoslave désignée pourra exploiter le service aérien régulier défini ci-après:

Belgrade—Athènes, avec atterrissage facultatif d' ordre commercial à Skoplje et Thessaloniqui, dans les deux directions.

Pendant l'exploitation de ce service, elle aura la faculté:

a) d'embarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire yougoslave ou de celui de tout autre pays;

b) de débarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire yougoslave ou sur celui de tout autre pays.

ACCORD

Rélatif a la Modification de l'Annexe de «l'Accord Rélatif aux Services Aériens entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie»

La Direction générale du Service de l'Etat pour l'Aviation Civile du Ministère des Communications du Royaume de Grèce, et la Direction Générale de l' Aviation Civile de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenus de modifier comme suit et avec effet immédiat l'ANNEXE à l'«ACCORD RELATIF AUX SERVICES AERIENS ENTRE LE ROYAUME DE GRECE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE» signé à Belgrade le 15 Mars 1951.

ANNEXE

Section I.

(A) L' entreprise hellénique désignée pourra exploiter les services aériens réguliers définis ci-après :

I) ATHENES-BELGRADE avec atterrissage facultatif d'ordre commercial à THESSALONIKI et SKOPLJE dans les deux directions. Pendant l'exploitation de ce service elle aura la faculté :

a)d' embarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire hellénique ou de celui de tout autre pays ;

b)de débarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises embarquées sur le territoire hellenique ou sur celui de tout autre pays.

2) ATHENES-FRANCFORT s]M dans les deux directions avec atterrissage facultatif :

a)d' ordre commercial à THESSALONIKI et MUNICH, et

b)d' ordre technique à BELGRADE et (en cas de nécessité) aussi a ZAGREB.

(B) Il est entendu que le service entre ATHENES et BELGRADE, ci-dessus mentionné sub A § 1, pourra être desservi par les avions qui assureront le service entre ATHENES et FRANCFORT, s]M, ci-dessus mentionné sub A § 2.

Section II.

(A) L'entreprise yougoslave désignée pourra exploiter les servises aériens réguliers définis ci-après :

1) BELGRADE-ATHENES avec atterrisage facultatif d'ordre commercial à SKOPLJE et THESSALONIKI dans les deux directions. Pendant l'exploitation de ce service elle aura la faculté :

a)d' embarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire yougoslave ou de celui de tout autre pays ;

b)de débarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises embarquées sur le territoire yougoslave ou sur celui de tout autre pays.

2) Un des deux services suivants :

1)Soit BELGRADE-ISTANBUL dans les deux directions avec atterrissage facultatif :

a)d' ordre commercial à SKOPLJE et

b)d' ordre technique à THESSALONIKI et (en cas de nécessité) aussi sur un autre aéroport hellénique d'aviation civile à designer par l'autorité aéronautique yougoslave et devant se trouver raisonnablement dans la direction de la ligne ;

II)Ou BELGRADE-ALEXANDRIE (Egypte) dans les deux directions avec atterrissage facultatif :

a)d' ordre commercial à SKOPLJE et

b)d' ordre technique à ATHENES et (en cas de nécessité), aussi sur un autre aéropost hellénique d' aéronautique aviation civile à désigner par l'autorité aéronautique yougoslave et devant se trouver raisonnablement dans la direction de la ligne ;

(B) L' autorité aéronautique yougoslave notifiera à l'autorité aéronautique hellénique son choix en ce qui concerne les deux services ci-dessus mentionnés et simultanément aussi l'aéroport respectif supplémentaire d'atterrissage d'ordre technique, pour les cas de nécessité, desiré sur le territoire héllénique et ce dans un délai de deux mois avant la date prévue pour la mise en service de la ligne.

(C) Il est entendu que le service entre BELGRADE et ATHENES ci-dessus mentionné sub A § 1, pourra être desservi par les avions qui assureront le service que l'autorité aéronautique yougoslave choisira entre les deux services ci-haut mentionnées sub A § 2.

Le présent ACCORD est conclu conformément à l'alinéa 2 de l'article 11 de l'ACCORD RELATIF AUX SERVICES AERIENS ENTRE LE ROYAUME DE GRECE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE» du 15 Mars 1951.

FAIT en double original, en langue française et dûment signé :

a)à Athènes en date du 26 Mars 1952 par Monsieur C. PHILIPPIDES, Directeur général du Service de l'Etat pour l'Aviation Civile du Ministère des Communications du Royaume de Grèce, et :

b)à Belgrade en date du 31 Mars 1952 par Monsieur J. Bozovic, Directeur Général de l'Aviation Civile de la Republique Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Pour l'Autorité de l'Aviation

Pour l'Autorité de l'Aviation

Civile Yougoslave
(s) J. BOZOVIC

Civile Hellénique.
(s) C. PHILIPPIDES

Συμφωνία περὶ έναερίων γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας, ἐπιθυμοῦσαι νὰ ἐγκαταστήσουν τακτικὰς ἀεροπορικὰς γραμμὰς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν των, συνωμολόγησαν τὰ ἑξῆς:

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦσιν ἀλλήλοις καὶ ἐπ' ἀμοιβαιότητι τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα πρὸς ἐγκατάστασιν τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ καθοριζομένων τακτικῶν ἀεροπορικῶν γραμμῶν. Αἱ ἐν λόγῳ γραμμαὶ δύνανται νὰ τεθῶσιν ὑπὸ ἐκμετάλλευσιν ἀμέσως ἢ μεταγενέστερον, κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

Ἑκάστη τῶν γραμμῶν τούτων θὰ δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ ἐκμετάλλευσιν εὐθὺς ὡς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, εἰς ὃ ἐκχωροῦνται τὰ ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, ἤθελεν ὁρίσει, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐπιχείρησιν ἀεροπορικῶν μεταφορῶν. Ἡ ἀεροπορικὴ ἀρχὴ τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ὅπερ ἐκχωρεῖ τὰ δικαιώματα ταῦτα, θὰ χορηγήσῃ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἑπομένης παραγράφου 2 καὶ τοῦ ἄρθρου 8, ἄνευ ἀναβολῆς τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν ἐπιχείρησιν.

2. Πάντως, πρὶν ἢ τῇ ἐπιτραπῇ ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν, δύναται νὰ κληθῇ ἡ ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησις ὅπως ἀποδείξῃ εἰς τὴν χορηγοῦσαν τὴν ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως ἀρμοδίαν ἀεροπορικὴν ἀρχήν, ὅτι πληροῖ τοὺς ὑπὸ τῶν κανονικῶς ἐφαρμοζομένων νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς ἀρχῆς ταύτης προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 3.

Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις θὰ λαμβάνωσιν ὑπ' ὄψιν τὰ ἀμοιβαῖα αὐτῶν συμφέροντα, ἵνα ἡ ἐκμετάλλευσις αὕτη ἀναπτυχθῇ κατὰ τρόπον οἰκονομικόν, ὑγιᾶ καὶ ὅμοιον.

Ἄρθρον 4.

Τὰ τιμολόγια θὰ καθορισθῶσιν εἰς λογικὰς τιμὰς λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομίας τῆς ἐκμεταλλεύσεως, λογικοῦ κέρδους καὶ τῶν χαρακτηριστικῶν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν. Διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ἐν λόγῳ τιμολογίων, θὰ λαμβάνονται ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἀρχαὶ αἵτινες ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου, διέπουσι τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν.

Αἱ μεταξὺ τῶν ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων συναφθεῖσαι συμφωνίαι ἐπὶ τῶν τιμολογίων ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ὡραρίων, θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἀεροπορικῶν ἀρχῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν. Ἐφ' ὅσον αἱ ἐπιχειρήσεις αὗται δὲν δυνηθοῦν νὰ καταλήξουν εἰς συμφωνίαν, θὰ προσφύγουν εἰς τὰς ἀεροπορικὰς των ἀρχάς. Αἱ ἐν λόγῳ ἀρχαὶ θὰ προπαθήσωσι νὰ εὕρωσι λύσιν ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν. Ἐν τῷ μεταξὺ τὰ ὑφιστάμενα τιμολόγια καὶ ὡράρια θὰ παραμένουσιν ἐν ἰσχύϊ.

Ἄρθρον 5.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος συμφωνεῖ ὅπως τὰ δικαιώματα καὶ τέλη τὰ ἐπιβαλλόμενα εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν ἐπιχείρησιν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀερολιμένων καὶ τῶν ἑτέρων τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων δὲν θὰ ὑπερβαίνουσι τὰ δικαιώματα καὶ τέλη τὰ εἰσπραττόμενα ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροπορικῶν μεταφορῶν αἵτινες ἐκμεταλλεύονται ὁμοειδεῖς διεθνεῖς γραμμάς.

2. Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικὰ καὶ ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις, εἰσαγόμενα ἢ παραλαμβανόμενα ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἀποκλειστικὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴ ὁρισθεῖσαν ἐπιχείρησιν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους καὶ προοριζόμενα διὰ τὰς συμφωνηθείσας γραμμάς, θὰ τυγχάνωσι εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος, τῆς μεταχειρίσεως τῆς παρεχομένης εἰς τὰς ἰδίας αὐτῶν ἐπιχειρήσεις ἀεροπορικῶν μεταφορῶν αἵτινες ἐκμεταλλεύονται ὁμοειδεῖς διεθνεῖς γραμμάς, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, ἔξοδα ἐλέγχου ἢ ἑτέρους ἐθνικοὺς δασμοὺς καὶ τέλη.

3. Ἐφ' ὅσον ἡ ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησις τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ἀπαλλάσσεται, εἰς τὸ ἔδαφος τούτου, ἐκ τινων τῶν ἐν τοῖς ὡς ἄνω παραγράφοις 1 καὶ 2 ἀναφερομένων δασμῶν οἱ δασμοὶ οὓς ἡ ὁρισθεῖσα ἐπιχείρησις τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους θὰ ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλῃ δὲν θὰ δύναται νὰ εἶναι ὑψηλότεροι τῶν ἐλαχίστων δασμῶν τῶν ὀφειλομένων ὑπὸ τῆς πλέον εὐνοουμένης ξένης ἐπιχειρήσεως ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

4. Τὰ ἀεροσκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῆς ὁρισθείσης ἐπιχειρήσεως τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὰς συμφωνηθείσας γραμμάς, ὡς ἐπίσης ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ τρόφιμα ἀεροσκάφους τὰ παραμένοντα ἐντὸς τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων θὰ ἀπαλλάσσονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ἐθνικῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν καὶ εἰς ἣν ἔτι περίπτωσιν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκονται κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

5. Τὰ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ὡς ἄνω παραγράφου 4, ἀπαλλασσόμενα εἴδη δὲν δύνανται νὰ ἐκφορτωθοῦν εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῶν Τελωνειακῶν ἀρχῶν τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν σταθμεύσεων, θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸν ἔλεγχον τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν, χωρὶς ὅμως νὰ παρεμποδίζηται ἡ χρησιμοποίησίς των διὰ τεχνικοὺς λόγους.

Ἄρθρον 6.

Τὰ πιστοποιητικὰ Πλωϊμότητος τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἀσκήσεως ἐπαγγέλματος, αἱ ἐκδεδομέναι ἢ κεκυρωμέναι ὑφ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους θ' ἀναγνωρίζονται ὡς ἔγκυροι ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν συμφωνηθεισῶν γραμμῶν. Οὐχ ἧττον, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀναγνωρίζῃ ὡς ἐγκύρους, διὰ τὴν πτῆσιν ὑπερθεν τοῦ ἐδάφους του, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἀσκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ὑπηκόους του ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 7.

1. Οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον τῶν ἀεροσκαφῶν τῶν προσδιοριζομένων διὰ τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν ἢ τὰς πτήσεις τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς ὁρισθείσης ἐπιχειρήσεως τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

2. Οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους τὴν εἴσοδον, τὴν παραμονὴν καὶ τὴν ἔξοδον πληρωμάτων, ἐπιβατῶν ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν καὶ ἐμπορευμάτων, ὡς οἱ ἀφορῶντες τὰς διαφόρους διατυπώσεις ἐλέγχου, τὴν μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ Τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρσιν, θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰ πληρώματα, ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα τὰ ἀναφερόμενα διὰ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς ὁρισθείσης ἐπιχειρήσεως τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, καθ' ὃν χρόνον ταῦτα θὰ εὑρίσκωνται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

Ἄρθρον 8.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ὁρισθεῖσαν ἐπιχείρησιν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ ἀνακαλλῇ ταύτην ἐφ' ὅσον δὲν πείθεται ὅτι οὐσιῶδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεως εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ ἐφ' ὅσον ἡ ἐπιχείρησις αὕτη δὲν συμμορφοῦται πρὸς τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 7 προβλεπομένους νόμους καὶ κανονισμοὺς ἢ δὲν ἐκπληροῖ τὰς ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπορρεούσας ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 9.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ὑποχρεοῦται νὰ βοηθήσῃ εἰς τὸ ἔδαφος αὐτοῦ, τὰ ἐν κινδύνῳ τελοῦντα ἀεροσκάφη τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ὡς ἐὰν ἐπρόκειτο περὶ τῶν ἐθνικῶν αὐτοῦ ἀεροσκαφῶν.

2. Ἐν περιπτώσει ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος εἰς ἀεροσκάφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου

συμβαλλομένου Μέρους, συνεπιφέροντος θάνατον, βαρέα τραύματα ἢ σοβαρὰν ἀβαρίαν τοῦ ἀεροσκάφους, τὸ συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου θὰ ἐλάμβανε χώραν τὸ ἀτύχημα, θὰ ἐνεργήσῃ ἀνακρίσεις περὶ τῶν συνθηκῶν ὑφ' ἃς ἐγένετο τὸ τελευταῖον τοῦτο. Εἰς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος εἰς ὃ ἀνήκει τὸ ἀεροσκάφος τοῦτο θὰ ἐπιτραπῇ ν' ἀποστείλῃ παρατηρητὰς οἵτινες θὰ παρίστανται κατὰ τὰς ἀνακρίσεις. Τὸ προβαῖνον εἰς ταύτην συμβαλλόμενον Μέρος θὰ κοινοποιήσῃ εἰς αὐτὸ τὴν ἔκθεσιν καὶ τὰ συμπεράσματα.

Ἄρθρον 10.

Πᾶν ἀεροσκάφος ἀνῆκον εἰς τὰς ὁρισθείσας ἐπιχειρήσεις τῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ προορίζομενον διὰ τὰς συμφωνηθείσας γραμμὰς δέον νὰ ᾖ ἐφωδιασμένον διὰ τῶν κάτωθι ἐγγράφων :

α) πιστοποιητικοῦ νηολογήσεως,
β) πιστοποιητικοῦ πλωϊμότητος,
γ) καταλλήλων ἀδειῶν δι' ἕκαστον μέλος τοῦ πληρώματος,
δ) ἡμερολογίου,
ε) ἀδείας ραδιοσταθμοῦ ἀεροσκάφους,
στ) ὀνομαστικῆς καταστάσεως ἐπιβατῶν,
ζ) δηλωτικὸν καὶ λεπτομερῶν δηλώσεων τοῦ φορτίου,
η) ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, εἰδικῆς ἀδείας διὰ τὴν μεταφορὰν διὰ τῆς ἀεροπορικῆς ὁδοῦ ὡρισμένων κατηγοριῶν ἐμπορευμάτων.

Ἄρθρον 11.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ αἰτήσῃ συνεννόησιν μετὰ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἵνα ἐπιφέρουν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πᾶσαν τροποποίησιν, ἥτις ἐκ τῆς πείρας θὰ παρουσιάζεται ὡς ἐπιθυμητή.

2. Ἐφ' ὅσον ἓν ἢ τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος κρίνει ἀναγκαίαν τὴν τροποποίησιν ἢ τὴν συμπλήρωσιν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Παραρτήματος, αἱ ἀεροπορικαὶ ἀρχαὶ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται, κοινῇ συμφωνίᾳ, νὰ προβαίνουν εἰς τοιαύτην τροποποίησιν ἢ προσθήκην.

Ἄρθρον 12.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένωνΜερῶν ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσηςΣυμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ἥτις δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ διακανονισθῇ δι' ἀπ' εὐθείας μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς αἰτήσεως θὰ ὑποβάλλεται εἰς διαιτησίαν, τῆς ὁποίας ἡ διαδικασία θέλει καθορισθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὴν ἐκδοθησομένην ἀπόφασιν.

Τὰ ἔξοδα διαιτησίας θὰ καθορίζωνται διὰ τῆς διαιτητικῆς ἀποφάσεως καὶ θὰ ἐπιβαρύνωσιν ἐξ ἴσου τὰ συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρον 13.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ἡ ἔκφρασις «ἀεροπορικὴ ἀρχὴ» θὰ σημαίνῃ, ἐκτὸς ἐναντίας διατάξεως :

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ἑλλάδα τὸ Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Ἀμύνης, Ὑφυπουργεῖον Ἀεροπορίας, Γενικὴν Διεύθυνσιν Κρατικῆς Ὑπηρεσίας Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γιουγκοσλαυίαν τὸ Ὑπουργεῖον τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας. Ἐπιθεώρησις Ἀεροναυτιλίας.

Ἄρθρον 14.

Ἐφ' ὅσον αἱ διεθνεῖς αὐτῶν ὑποχρεώσεις τὰ ὑποχρεώνουν πρὸς τοῦτο, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ γνωστοποιήσωσι τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ τὸ Παράρτημα αὐτῆς εἰς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀντικαθιστᾷ ἁπάσας τὰς προγενεστέρας συμφωνίας περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, τὰς συναφθείσας μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 16.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀνακοινώσῃ πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως τῆς Γιουγκοσλαυίας τὴν ἐπικύρωσιν τῆς συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως.

Ἕκαστον συμβαλλόμενονΜέρος δύναται νὰ θεωρήσῃ λήξασαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὡς ἄνω, οἱ Πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν συμφωνίαν ἐν Βελιγραδίῳ, τὴν δεκάτην πέμπτην Μαρτίου 1951.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τμῆμα I.

Ἡ ὁρισθεῖσα Ἑλληνικὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὴν ὡς κατωτέρω ὁριζομένην τακτικὴν ἀεροπορικὴν γραμμήν :

Ἀθῆναι — Βελιγράδιον μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως, δι' ἐμπορικοὺς σκοπούς, εἰς Θεσσαλονίκην καὶ Σκόπια πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις.

Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς γραμμῆς ταύτης, θὰ δικαιοῦται :

α) νὰ ἐπιβιβάζῃ εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα προοριζόμενα διὰ τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

β) νὰ ἀποβιβάζῃ εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

Τμῆμα II.

Ἡ ὁρισθεῖσα γιουγκοσλαυϊκὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὴν ὡς κατωτέρω ὁριζομένην τακτικὴν ἀεροπορικὴν γραμμήν :

Βελιγράδιον — Ἀθῆναι, μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως, δι' ἐμπορικοὺς σκοπούς, εἰς Σκόπια καὶ Θεσσαλονίκην, πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις :

Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς γραμμῆς θὰ δικαιοῦται :

α) νὰ ἐπιβιβάζῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα μὲ προορισμὸν τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

β) ν' ἀποβιβάζῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

Ἡ Συμφωνία αὕτη ἐγένετο εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας
JOV. BOZOVIC

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
ΣΠ. ΚΑΠΕΤΑΝΙΔΗΣ

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ παραρτήματος τῆς «Συμφωνίας περὶ ἐναερίων γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας».

Ἡ Γενικὴ Διεύθυνσις τῆς Κρατικῆς Ὑπηρεσίας Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Γενικὴ Διεύθυνσις τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας συνεφώνησαν νὰ τροποποιήσουν ὡς ἑξῆς καὶ μὲ ἄμεσον ἰσχὺν τὸ Παράρτημα τῆς «Συμφωνίας περὶ ἐναερίων γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας», τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 15ην Μαρτίου 1951.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΤΜΗΜΑ Ι.

(Α) Ἡ ὁρισθεῖσα Ἑλληνικὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὰς ὡς κατωτέρω ὁριζομένας τακτικὰς αεροπορικὰς γραμμάς:

1) ΑΘΗΝΑΙ—ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΝ μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως, δι' ἐμπορικοὺς σκοπούς, εἰς ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΝ καὶ ΣΚΟΠΙΑ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις. Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς γραμμῆς ταύτης θὰ δικαιοῦνται:

α) Νὰ ἐπιβιβάζῃ εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα προοριζόμενα διὰ τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

β) Νὰ ἀποβιβάζῃ εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

2) ΑΘΗΝΑΙ—ΦΡΑΓΚΦΟΥΡΤΗ Ε)Μ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως:

α) Δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΝ καὶ ΜΟΝΑΧΟΝ καὶ

β) Διὰ τεχνικοὺς σκοποὺς εἰς ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΝ καὶ (ἐν περιπτώσει ἀνάγκης) ἐπίσης εἰς ΖΑΓΡΕΜΠ.

(Β) Ἐννοεῖται ὅτι ἡ ὡς ἄνω ὑπὸ (Α παραγρ. 1) ἀναφερομένη γραμμὴ μεταξὺ ΑΘΗΝΩΝ καὶ ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΥ θὰ δύναται νὰ ἐξυπηρετῆται διὰ τῶν ἀεροσκαφῶν ἅτινα θὰ ἐξασφαλίζουν τὴν ὡς ἄνω ὑπὸ (Α παραγρ. 2) ἀναφερομένην γραμμὴν μεταξὺ ΑΘΗΝΩΝ καὶ ΦΡΑΓΚΦΟΥΡΤΗΣ Ε)Μ.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ

(Α) Ἡ ὁρισθεῖσα Γιουγκοσλαυϊκὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὰς ὡς κατωτέρω ὁριζομένας τακτικὰς ἀεροπορικὰς γραμμάς:

1) ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΝ—ΑΘΗΝΑΙ μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως, δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς ΣΚΟΠΙΑ καὶ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΝ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις. Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς γραμμῆς ταύτης θὰ δικαιοῦται:

α) Νὰ ἐπιβιβάζῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἐπιβάτας ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα προοριζόμενα διὰ τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

β) Νὰ ἀποβιβάζῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα εἰς τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος ἢ τὸ ἔδαφος πάσης ἄλλης χώρας.

2) Μία ἐκ τῶν δύο ἀκολούθων γραμμῶν:

Ι) Εἴτε ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΥ — ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥΠΟΛΕΩΣ πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως:

α) Δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς ΣΚΟΠΙΑ καὶ

β) Διὰ τεχνικοὺς σκοποὺς εἰς ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΝ καὶ (ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, ἐπίσης) εἰς ἕτερον Ἑλληνικὸν Ἀερολιμένα Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ὁρισθησόμενον ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς Ἀεροπορικῆς Ἀρχῆς καὶ ὅστις δέον νὰ εὑρίσκεται λογικῶς ἐπὶ τῆς διευθύνσεως τῆς γραμμῆς.

ΙΙ) Ἡ ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΥ — ΑΛΕΞΑΝΔΡΕΙΑΣ (Αἰγύπτου) πρὸς ἀμφοτέρας τὰς διευθύνσεις μετὰ προαιρετικῆς προσγειώσεως:

α) Δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς ΣΚΟΠΙΑ καὶ

β) Διὰ τεχνικοὺς σκοποὺς εἰς ΑΘΗΝΑΣ καὶ (ἐν περιπτώσει ἀνάγκης) ἐπίσης εἰς ἕτερον Ἑλληνικὸν Ἀερολιμένα Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ὁρισθησόμενον ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς Ἀρχῆς καὶ ὅστις δέον νὰ εὑρίσκεται λογικῶς ἐπὶ τῆς διευθύνσεως τῆς γραμμῆς.

(Β) Ἡ Γιουγκοσλαυϊκὴ Ἀεροπορικὴ Ἀρχὴ θὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Ἀεροπορικὴν Ἀρχὴν τὴν ἐκλογήν της ἀναφορικῶς πρὸς τὰς δύο ὡς ἄνω ἀναφερομένας γραμμὰς καὶ συγχρόνως τὸν σχετικὸν συμπληρωματικὸν ἀερολιμένα προσγειώσεως διὰ τεχνικοὺς σκοποὺς ἐν περιπτώσει ἀνάγκης τὸν ὁποῖον ἐπιθυμεῖ ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους καὶ τοῦτο ἐντὸς χρονικοῦ διαστήματος δύο μηνῶν πρὸ τῆς προβλεπομένης διὰ τὴν ἔναρξιν λειτουργίας τῆς γραμμῆς ἡμερομηνίας.

(Γ) Ἐννοεῖται ὅτι ἡ γραμμὴ μεταξὺ ΒΕΛΙΓΡΑΔΙΟΥ καὶ ΑΘΗΝΩΝ τῆς ὡς ἄνω ἀναφερομένης ὑπὸ (Α παραγρ. 1) θὰ δύναται νὰ ἐξυπηρετῆται διὰ τῶν ἀεροσκαφῶν ἅτινα θὰ ἐξασφαλίσουν τὴν γραμμὴν ἣν ἡ Γιουγκοσλαυϊκὴ Ἀεροπορικὴ Ἀρχὴ θὰ ἐκλέξῃ μεταξὺ τῶν ὡς ἄνω ὑπὸ (Α παρ. 2) ἀναφερομένων δύο γραμμῶν.

Ἡ παροῦσα συμφωνία συνομολογεῖται συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον 2 τοῦ ἄρθρου 11 τῆς «Συμφωνίας περὶ Ἐναερίων Γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας» τῆς 15ης Μαρτίου 1951.

Ἐγένετο εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ὑπεγράφη δεόντως:

α) Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Μαρτίου 1952 ὑπὸ τοῦ κ. Κ. Φιλιππίδου Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Κρατικῆς Ὑπηρεσίας Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ

β) Ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 31 Μαρτίου 1952 ὑπὸ τοῦ κ. J. Bozovic Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Διὰ τὴν Ἀρχὴν τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας
J. BOZOVIC

Διὰ τὴν Ἀρχὴν τῆς Ἑλληνικῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας
Κ. ΦΙΛΙΠΠΙΔΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι :

Α' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ. 150.000
2.	» » » Β'	» 100.000
3.	» » » Γ'	» 100.000
4.	» » Παράρτημα	» 100.000
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	» 250.000
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	» 100.000
7.	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 50.000
8.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	» 700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς :

1)	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ. 10.000
2)	» » » Β'.	» 5.000
3)	» » » Γ'	» 5.000
4)	» » Παράρτημα	» 5.000
5)	» » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	» 20.000
6)	» » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	» 5.000
7)	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ.Ἰδιοκτησ.	» 2.000
8)	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	» 40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν :

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ. 24.000
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	» 1.500.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ. 300.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	» 150.000
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	» 25.000
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 300.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	» 120.000
8.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	» 150.000
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	» 300.000
10.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 60.000
11.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	» 100.000
12.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 1.000.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 25.000
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	» 200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς καὶ ἀ. α.
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ